



Présidentielles 2027 : le SNPDEN-UNSA esquisse ses attentes pour les programmes éducatifs

© [Dépêche AEF 751351 du 03 juin 2026](#) | Emmanuel Fontaine

Diffusion de cette dépêche aux adhérents du SNPDEN-UNSA avec l'aimable autorisation d'AEF Info avec qui le SNPDEN a un partenariat

Les sujets de mixité, d'autonomie, d'équilibre public-privé ou encore d'inclusion font partie des dossiers jugés prioritaires par le SNPDEN-UNSA dans le cadre des prochaines élections présidentielles. Lors d'une conférence de presse organisée fin mai 2026, le syndicat de personnels de direction a également évoqué plusieurs craintes : celle d'un "populisme éducatif" incarné par des candidats proposant des mesures "sans intérêt pédagogique mais qui plaisent aux électeurs", ou celle du transfert de compétences et de personnels aux collectivités, "un sujet très soutenu politiquement".

"Nous avons le sentiment qu'on ne parle pas beaucoup d'école, ou sans entrer dans le détail", constate Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN-UNSA, alors que la campagne présidentielle de 2027 se profile et que certains candidats ou partis esquissent leurs premières propositions concernant l'éducation. Lors de la conférence de presse du syndicat organisée le 26 mai 2026, le représentant syndical Unsa des personnels de direction, qui ne doute guère d'être bientôt interpellé par des équipes de campagne "souhaitant tester certaines propositions", a présenté une synthèse des sujets défendus et rejetés. Le syndicat affiche-t-il des lignes rouges ? "La limite c'est le partage des valeurs. Notre mandat parle de lutte contre les extrêmes", souligne-t-il, avec pour inquiétude un "modèle social, donc pour l'école, porté par certains candidats". Le syndicat, explique-t-il, a créé un groupe de travail dédié aux présidentielles, et s'organise en deux temps : "il s'agit d'abord de pousser nos idées jusqu'en mai 2027, et ensuite de réfléchir comment agir d'un point de vue syndical, dans les différentes instances, si le RN arrivait au pouvoir, pour neutraliser un certain nombre de mauvaises idées".

Mixité, équilibre public-privé ou inclusion : les sujets défendus par le syndicat

Le SNPDEN défend plusieurs sujets pour l'école après 2027 :

D'abord, la mixité sociale. Bruno Bobkiewicz rappelle [les données](#) de la Depp selon lesquelles "10 % des collèges les plus défavorisés accueillent environ 60 % d'enfants d'ouvriers et inactifs", tandis que "10 % des collèges les plus favorisés accueillent environ 10 % d'enfants d'ouvriers et inactifs", avec des profils très diversifiés et parfois "des caricatures d'établissements".

"Nous défendons un modèle de société, souligne le secrétaire général. Si globalement nous n'avancions pas sur ce sujet de la mixité, nous allons aggraver les inégalités sociales, nous allons évoluer dans un monde ségrégué, ce qui est malheureusement déjà bien engagé. Plus le temps passe, plus ça s'aggrave, et cela a un impact fort sur le comportement des élèves, et après des adultes".

La question de la mixité est d'ailleurs marquée par l'aggravation des écarts d'IPS moyens, poursuit-il, entre [établissements publics et privés sous contrat](#). "Nous ne faisons pas partie de ceux qui veulent la fin de l'enseignement privé, nuance-t-il, mais simplement un équilibre et le strict respect des lois qui existent sur ces questions".

Par ailleurs, "à partir du moment où il y a de l'argent public sur la table, il y a de la contrainte et du contrôle, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui". En témoignent par exemple [les questionnaires](#) systématiques pour les voyages scolaires avec nuitée et les internats, qui "sont des dommages collatéraux" de l'affaire Bétharram, dont la PPL est actuellement [en discussion](#) au parlement : "ils deviennent obligatoires pour les établissements publics et facultatifs pour le privé", alors que cela a été fait pour ces derniers et que "cela alourdit la charge de travail" des personnels, s'agace Bruno Bobkiewicz.

Autre préoccupation, l'inclusion qui "pose actuellement un certain nombre de difficultés dans son choix d'organisation actuellement". Si "des groupes de travail avec le MEN se succèdent", le syndicaliste évoque un problème "majeur" à savoir que "l'AESH qui se multiplie en grand nombre ne répond pas à la situation. Les solutions sont difficiles, il faut continuer à avancer sur ces questions".

"Nous avons une autonomie sur des restes"

Autre thème que veut porter le syndicat pour la campagne : l'autonomie. Il demande de laisser aux établissements "toute latitude pour affecter les ressources selon leurs priorités pédagogiques et organisationnelles, dans le respect des besoins identifiés au plus près du terrain". Ce qui suppose "des moyens définis et maintenus pour garantir la continuité des actions".

Bruno Bobkiewicz rappelle que selon [un rapport](#) diligenté par la Cour des comptes en 2023, 72 % des personnels de direction estiment que le niveau d'autonomie de leur établissement est d'à peine 5 %. "Nous avons une autonomie sur des restes, une fois qu'on a positionné l'obligatoire, que ce soit d'un point de vue financier ou horaire, la marge d'autonomie est proche de rien".

Il voit cette thématique, d'ici à 2027, "probablement agitée par tous les candidats", à gauche sur des questions d'adaptation locale et de prise en compte de la difficulté scolaire, à droite sur une logique "de mise en concurrence". L'autonomie des établissements "est un outil important mais ce n'est pas la solution miracle au fonctionnement du système".

"Populisme", décentralisation, budget, orientation... les thématiques rejetées

Parmi les craintes du syndicat figure l'aggravation de la tendance au "populisme éducatif", qui consiste à "faire des propositions qui n'ont pas d'intérêt et de sens pédagogiquement mais qui plaisent aux gens qui votent". L'idée c'est de dire "peu importe combien ça coûte, on va le faire, du moins on va le proposer". Les groupes de niveaux - tout comme l'uniforme - "sont un exemple parfait, et ils étaient très populaires parmi les parents d'élèves. Mais quand on creuse un peu et qu'on lit les analyses déjà produites, nous connaissons les réponses".

De même, Bruno Bobkiewicz dénonce "l'orientation précoce" qui faisait partie de certains programmes dès 2022, avec la proposition d'un concours d'entrée en 6e, ou plus tard celle du passage en seconde conditionné à l'obtention du DNB.

Le proviseur parisien évoque encore la régionalisation et la décentralisation de certains personnels, qui "à gauche comme à droite est un sujet très soutenu politiquement". C'est pourquoi le syndicat insiste "sur l'idée de prendre déjà correctement en charge les compétences qui sont les leurs avant d'en prendre de nouvelles, et derrière ça de se prémunir d'une bascule potentielle de collectivités territoriales par des gens qui ne partagent pas les valeurs de la République".

"Tout le monde dira que l'éducation est la priorité des priorités, mais si c'est une priorité sans moyens, ce n'est pas une priorité, se désole Bruno Bobkiewicz en évoquant les "budgets d'austérité". Cela "passe par des choix, comme le montre le coût du ou de [l'uniforme](#) . Quand on fait une proposition, il faut faire le calcul d'abord. Il y a certainement des économies à faire, quand on parle du Pass culture individuel, ce n'est pas un budget de l'Éducation nationale mais cela impacte le budget de l'éducation. Cela n'a pas atteint l'objectif fixé donc il faut savoir reculer".

L'avenir de Parcoursup devrait également être évoqué au cours de la campagne. "Certains candidats proposent la fin de cet outil, or c'est la plateforme la plus efficace qu'on ait connue, conclut enfin le syndicaliste. Le problème c'est la pression induite, c'est objectiver les notes des élèves - qui pour certains se considèrent maltraités par des professeurs plus sévères que les autres, ce qui est parfois vrai - et ce sont les places d'accueil, même si certains ont la nostalgie des queues devant les universités ou le premier arrivé était le premier servi".

Testez AEF

Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite,
sauf accord formel d'AEF Info.